

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/357
5 juillet 2002

(02-3753)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

MÉCANISME VISANT À ASSURER LA SURVEILLANCE ET LA PLEINE MISE EN ŒUVRE DES OBLIGATIONS PRÉVUES À L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 11.2 DE LA DÉCISION DE DOHA SUR LES QUESTIONS ET PRÉOCCUPATIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE

Communication des pays les moins avancés

On trouvera ci-après le texte final d'une communication que la Mission permanente de l'Ouganda a fait parvenir au Secrétariat le 25 juin 2002 au nom des pays les moins avancés et qui a été distribuée en avant-tirage pour la réunion du Conseil du 25 au 27 juin 2002.

Généralités

1. À l'exemple de plusieurs autres accords internationaux, l'Accord sur les ADPIC contient des dispositions concernant le transfert de technologie sous la forme d'objectifs et de principes de cet accord, ainsi que d'une disposition opérationnelle, l'article 66:2. L'expérience de la mise en œuvre d'accords internationaux prévoyant le transfert de technologie, dont l'Accord sur les ADPIC, a toutefois montré que, passé le stade des négociations, les dispositions sur le transfert de technologie apparaissaient souvent comme des promesses en l'air. C'est avec le souci de faire en sorte que l'obligation des pays développés Membres énoncée à l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC ne reste pas lettre morte qu'il a été prévu, au paragraphe 11.2 de la Décision de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17), de charger le Conseil des ADPIC de mettre au point un mécanisme visant à assurer la surveillance et la pleine application des obligations qui incombent aux pays développés Membres d'offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir le transfert de technologies vers les pays les moins avancés Membres. La décision dit en particulier que:

Réaffirmant que les dispositions de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC sont impératives, il est convenu que le Conseil des ADPIC mettra en place un mécanisme visant à assurer la surveillance et la pleine mise en œuvre des obligations en question. À cette fin, les pays développés Membres présenteront avant la fin de 2002 des rapports détaillés sur le fonctionnement dans la pratique des incitations offertes à leurs entreprises pour le transfert de technologie, conformément à leurs engagements au titre de l'article 66:2. Ces communications seront examinées par le Conseil des ADPIC et les Membres actualiseront les renseignements chaque année.

2. Le paragraphe 11.2 confirme, comme tous les Membres l'avaient compris, que l'article 66:2 n'est ni plus ni moins que le traitement spécial et différencié en faveur des pays les moins avancés Membres et que l'obligation prévue à cet article a un caractère impératif et continu. Deuxièmement,

la décision précise bien quel est le but du mécanisme envisagé. Il s'agit: 1) de faire en sorte que l'obligation prévue à l'article 66:2 soit pleinement mise en œuvre par les pays développés Membres en leur imposant l'obligation de rendre compte des mesures qu'ils ont prises et 2) de mettre en place un système d'examen pour suivre les mesures prises et voir si elles l'ont été en temps voulu et si elles sont appropriées et efficaces. Pour le premier but, le Conseil des ADPIC devra définir le type et la nature des actions mesurables que les pays développés Membres devront réaliser pour se conformer à l'obligation prévue à l'article 66:2. Le second pose la question de savoir comment mesurer ces actions par rapport aux objectifs énoncés à l'article 66:2 lu conjointement avec le préambule et les articles 7 et 8 de l'Accord sur les ADPIC.

Considérations relatives à l'établissement d'un mécanisme de surveillance pour l'application de l'article 66:2

3. Le processus de mise en place d'un mécanisme visant à assurer la surveillance et la pleine mise en œuvre de l'obligation incombant aux pays développés Membres en vertu de l'article 66:2 a déjà été engagé par la Conférence ministérielle de Doha. La Décision ministérielle fixait trois paramètres fondamentaux pour la mise en place de ce mécanisme. Premièrement, les ministres sont convenus que, pour assurer la pleine mise en œuvre de l'obligation prévue à l'article 66:2, les pays développés Membres devaient, avant la fin de 2002, soumettre au Conseil des ADPIC des rapports détaillés (rapports initiaux) sur le fonctionnement dans la pratique des incitations offertes à leurs entreprises pour le transfert de technologie. Deuxièmement, la Déclaration ministérielle a décidé que les rapports feraient l'objet d'un examen par le Conseil des ADPIC. La troisième condition fixée par les ministres est que les renseignements fournis dans les rapports doivent être actualisés chaque année.

4. Pour mettre en place un mécanisme de surveillance efficace et se montrer à la hauteur des attentes ainsi suscitées, le Conseil des ADPIC doit définir quatre paramètres fondamentaux: 1) De quel type et de quelle nature doivent être les rapports soumis par les pays développés Membres pour ce qui est des renseignements qu'ils contiennent et de leur degré de spécificité? 2) Quand et comment l'examen devrait-il être effectué et quel devrait être le but recherché dans l'examen de chaque rapport? 3) Quels renseignements devraient contenir les actualisations annuelles et quand devraient-elles être présentées? 4) Quelles mesures devraient être prises en cas de non-respect du mécanisme de présentation des rapports? À cet égard, il serait souhaitable que ce non-respect soit équivalent à une violation des obligations découlant des Accords de l'OMC.

5. Pour aider le Conseil à répondre aux questions ci-dessus, il conviendrait de tenir compte de plusieurs considérations. Le mécanisme à créer doit faire en sorte que:

- a) les rapports initiaux présentés et les actualisations annuelles de ces rapports soient suffisamment détaillés et spécifiques pour permettre d'identifier la mesure d'incitation, la corrélation entre le régime d'incitation particulier et l'obligation prévue à l'article 66:2, l'entreprise ou l'institution ayant reçu l'incitation, le type et le coût de la technologie transférée, les conditions dans lesquelles la technologie est transférée, les pays les moins avancés Membres auxquels la technologie a été transférée, le caractère approprié et les possibilités d'adaptation locale de la technologie transférée, et l'entreprise ou l'institution bénéficiaire dans le pays moins avancé Membre;
- b) les rapports initiaux et les actualisations annuelles comprennent des renseignements montrant que les mesures d'incitation indiquées dans le rapport sont propres aux entreprises et institutions transférant de la technologie aux pays moins avancés Membres et n'entrent pas dans la catégorie générale de l'aide au développement;

- c) les actualisations annuelles comprennent des renseignements répondant aux questions, demandes et préoccupations des pays moins avancés Membres soulevées lors des examens précédents;
- d) les actualisations annuelles soient présentées ponctuellement et qu'un délai suffisant soit accordé aux autres Membres, en particulier aux pays moins avancés Membres, pour leur permettre d'étudier les renseignements communiqués par chaque pays développé Membre;
- e) le Conseil des ADPIC procède à un examen complet des rapports initiaux et des actualisations annuelles;
- f) des mesures existent qui puissent être prises à l'encontre des pays développés Membres qui ne respectent pas le mécanisme de présentation des rapports, si ce non-respect pouvait être assimilé à une violation des obligations découlant des Accords de l'OMC;
- g) les conditions dans lesquelles se déroule le transfert de technologie répondent à certaines normes de compétitivité et, en particulier, correspondent à un mécanisme respectant pleinement les droits des pays moins avancés Membres au titre de l'article 40 de l'Accord sur les ADPIC.

6. À cet égard, il conviendrait d'admettre que l'expression "prendre des mesures" peut s'entendre de l'adoption par les pays développés Membres de mesures législatives et réglementaires spécifiques.

Conclusion

7. En conclusion, les Membres devraient convenir dès le début de ce processus que le mécanisme en question ne devrait pas être un système de circonstances. Une fois qu'un mécanisme de surveillance aura été défini, il sera indispensable qu'il fasse partie intégrante de l'Accord sur les ADPIC auquel il devra être incorporé.
